

## Popistes et socialistes

Un jeune député popiste exposait l'autre jour, avec une fougue toute vaudoise, ce qui sépare son parti du nôtre. Il nous paraît opportun, en toute bonne camaraderie, de fixer les positions respectives et de détruire quelques légendes aussi tenaces qu'astucieuses.

Lorsque dernièrement, au micro de Rome, la femme d'un ministre communiste, unissant sa voix à celle des « réacs » et des cléricaux, s'élevait contre l'introduction du divorce dans la législation italienne, elle apportait la confirmation de cette thèse en vertu de laquelle le Parti communiste et ses succédanés prennent des libertés grandes avec les idéologies orthodoxes, et se laissent guider par les nécessités passagères, ce qui est le propre de ce qu'on appelle l'opportunisme.

Ce qui est curieux, en cette discussion entre popistes et socialistes, c'est cette prétention des premiers d'être ce qu'ils appellent la « gauche », alors qu'en réalité ils ne sont ni de gauche, ni de droite, ou tantôt de l'une, tantôt de l'autre, tous éléments de fixation étant fuyants et invisibles.

Déjà ce titre de Parti « ouvrier et populaire » ou du « travail » frappe par l'absence d'un mot évocateur d'une doctrine, qu'elle soit communiste ou socialiste. Le communisme, jadis, aimait à s'appeler léniniste-marxiste, évoquant ainsi deux grands théoriciens du matérialisme historique. Or, les popistes ont renoncé aux mots. On peut, certes, conserver la chose, mais ne pas le dire, c'est plus qu'un oubli, mais une habileté. Etant un parti « populaire », ils ne s'embarrassent pas d'une doctrine et s'efforcent, en la fuyant, d'édifier leur action sans règle générale, les circonstances l'inspirant au gré des jours et des moments. C'est bien là la caractéristique du mouvement communiste, notamment en France avant la guerre, lui qui fut, à volonté, tantôt antimilitariste, tantôt nationaliste, tantôt pour le torpillage du Gouvernement Blum, tantôt pour l'union de tous les Français, tantôt adversaire de la religion (« opium du peuple » comme ils disaient), tantôt pour le schmolitz avec le curé et l'incorporation du frère flic dans le prolétariat conscient et organisé, tantôt traitant les officiers de « gueules de vaches », tantôt les pelotant avec une ferveur amoureuse. Lorsque donc les popistes essaient de nous discréditer en nous accusant de compromissions bourgeoises, ils oublient leurs propres voltiges.

Non, certes, que les circonstances n'aient leur importance. La politique est, par nécessité, on doyante et diverse, mais c'est bousculer les règles de la bonne foi que de reprocher à un parti de vieille expérience de prétendues infidélités à la ligne droite, alors que les popistes, jeunes et bouillants, se disant de « gauche », font preuve d'une si jolie adresse dans le paradoxe, selon d'ailleurs l'exemple que donnent leurs aînés.

Il est bon, parfois, de relire les textes. Voici, à l'occasion d'une fête de charité à Clamart, fief communiste, la composition du comité: M<sup>me</sup> la supérieure des sœurs de Saint-Vincent de Paul, M<sup>m</sup>, les curés de toutes les paroisses, le Patronage de Saint-Louis de Gonzague, le Parti communiste, les Jeunesses communistes, le Secours rouge, les Amis de l'URSS, etc.

Discours de Maurice Thorez:

« Il y a le devoir de défense nationale », c'est la thèse de Léon Blum à laquelle se sont ralliés ceux qui ne s'inclinent pas devant les décisions de la majorité de notre parti. Et il y a la nôtre, la thèse des marxistes, qui dit encore et toujours: Les prolétaires n'ont pas de patrie.

Et encore ceci:

Parce que nous subordonnons tout à la même nécessité de préparer les prolétaires à la prise du pouvoir, à la dictature du prolétariat, notre attitude, en temps de guerre, est dictée par ce seul souci. C'est pourquoi nous sommes les adversaires déterminés, farouches, de la défense nationale.

Deux ou trois ans plus tard, il dit:

Nous aimons notre patrie. Les communistes aiment leur pays. Les communistes ne plantent pas le drapeau dans le fumier. Ils ne condamnent pas l'armée.

Puis, un peu plus tard encore, ce fut cet appel à l'union de tous les Français, sans distinction de classe, c'est-à-dire le reniement total du marxisme intégral, léniniste et tout ce qui s'ensuit.

Il est permis de varier. Qui ne l'a fait? Mais il serait logique que les disciples de tels augures ne posent pas à la perfection doctrinale, à l'intransigeance et s'abstiennent de ces attitudes de censeurs et de redresseurs de torts, qui leur vont assez mal.

P. GOLAY.

## VARIÉTÉ

### Une accusation composée de 260 dessins

Le tribunal de Berekovo (près de Pressburg) possède dans ses archives une lettre d'accusation qui est probablement unique en son genre. Elle date d'environ 4 ans et causa lors de son arrivée pas mal de stupéfaction au greffier qui, au premier abord, crut à une mystification, car cette missive est composée de 260 dessins sans aucun mot d'explication, et pour cause: l'expéditeur ne savait pas écrire.

On finit cependant par débrouiller l'affaire. Les dessins, d'ailleurs très bien faits, étaient visiblement cohérents et formaient la plainte de Nicolaj Barancics, charpentier de son métier, qui, ayant eu des démêlés avec un débiteur, avait été insulté par lui. D'où sa plainte. Vu les circonstances, le greffe accepta ce document original et fit le nécessaire pour donner satisfaction à son auteur.

## Discours d'André Oltramare

### le 1<sup>er</sup> Mai, à Genève

Nous avons reçu le texte du remarquable discours prononcé à Genève par André Oltramare, le 1<sup>er</sup> mai. Son intérêt est tel qu'il souffre d'être publié avec quelques jours de retard.

Camarades, citoyens,

Si énormes que soient les événements actuels, si tragique que soit aujourd'hui l'écroulement des puissances de destruction et de mort, nous devons en cet instant penser aussi aux socialistes du passé et comprendre pourquoi ils ont voulu que, chaque année, se déroulent une manifestation comme celle qui nous rassemble.

Il y a 55 ans, la classe ouvrière suisse célébrait pour la première fois notre fête du travail, pour revendiquer le droit à la journée de huit heures. A Fourmies, en France, le cortège se fit malgré la menace patronale de renvoyer tous ceux qui chômeraient ce jour-là. On fit venir la troupe. Contre la colonne qui s'avançait en bon ordre, on lança des gendarmes à cheval. En tête des ouvriers marchaient un garçon de 19 ans, portant un drapeau, et une belle fille de 18 ans, brandissant une branche de pommier en fleurs. Une salve faucha les premiers rangs; ce furent les dix premiers martyrs du 1<sup>er</sup> Mai international.

Le sang versé a fait surgir des foules de travailleurs toujours plus nombreuses, d'année en année, défilant sans armes, avec une espérance au cœur, malgré les échecs, les reculs et les trahisons. Ces dix victimes de 1891, c'est peu de chose en comparaison des centaines de milliers de martyrs socialistes et communistes de ces dernières années; elles ont suffi pourtant à donner un sens tragique à ce qui est devenu le seul rite, la seule fête symbolique du mouvement ouvrier contemporain.

Souvenons-nous aussi du 1<sup>er</sup> Mai 1919, après l'armistice de Compiègne, avant la paix de Versailles. Quel immense espoir soulevait alors l'humanité au-dessus d'elle-même! On allait abolir la guerre grâce à la bonne volonté de tous; on avait confiance les uns dans les autres et l'on renonçait à garantir par une force armée internationale la sécurité collective. A l'intérieur de chaque pays, on parlait de grandes transformations sociales. Inquiétée par les révolutions russe et allemande, la bourgeoisie suisse était prête aux plus importants sacrifices. Elle annonçait des réformes d'après-guerre pour donner à l'ouvrier des droits dans son usine, pour assurer des retraites aux vieux, des bourses d'études aux jeunes, et supprimer les antagonismes de classe. Cette effervescence généreuse dura juste quelques mois. Dès qu'on fut un peu rassuré, on cessa d'échafauder des projets de renouvellement social. L'égoïsme s'affirma de nouveau et la lutte des classes se fit plus implacable que jamais.

Qu'en est-il aujourd'hui? L'écroulement soudain de la plus brutale des forces militaires est un événement qui paraît dépasser l'échelle humaine; et pourtant, malgré le soulagement de savoir la paix toute proche, il ne naît encore en nous ni joie ni confiance.

Le 1<sup>er</sup> Mai 1919 était celui des illusions naïves; en 1945, on pêche peut-être par excès de méfiance et de crainte. Les garanties et les droits qu'exigent pour elles-mêmes les grandes puissances victorieuses semblent exclure toute indépendance réelle des petites nations.

Et dans le domaine social intérieur, si, après une victoire de la gauche à Lausanne ou à Neuchâtel, on entend nos bourgeois parler de réformes de structure, cela reste de la théorie. La Suisse est un des pays les plus obstinément conservateurs du monde. Elle sera bientôt le seul à n'avoir accordé ni droit de vote aux femmes, ni retraite aux vieux.

Aux Chambres fédérales, les doctrinaires du libéralisme prêchent de nouveau la liberté de la finance et du commerce; ils protestent contre l'intervention de l'Etat en matière économique; bref, ils réclament le retour à l'arbitraire des forts déchaînés contre les faibles.

Ce 1<sup>er</sup> Mai, malgré l'émerveillement de la victoire des démocraties, malgré la libération des pays écrasés sous la tyrannie et des déportés livrés sans défense dans les camps de représailles à la cruauté des fauves raffinés que peuvent devenir certains hommes, ce 1<sup>er</sup> Mai n'est pas un vrai jour de joie.

Seule la classe ouvrière du monde civilisé peut en faire le début d'une ère nouvelle de paix et de justice. Si elle reste divisée, impuissante, hésitante, le monde restera désuni, en proie au désarroi et aux tergiversations stériles.

Si, au contraire, les ouvriers d'Europe comprennent la leçon des socialistes qui ont organisé les premiers la fête du travail et qui sont tombés pour la libération du prolétariat, on parlera un jour du printemps 1945 comme de l'aube de la grande rénovation humaine.

Quelle est cette leçon? Tout d'abord, la classe ouvrière ne doit se laisser endormir par aucune promesse intéressée; elle ne doit compter que sur elle-même. Dès que la bourgeoisie est rassurée, elle nous tourne le dos et ne pense qu'à conserver ses privilèges. Ensuite, tout en restant eux-mêmes, fidèles à leur idéal et indépendants, les syndicats et les partis de la classe ouvrière doivent collaborer.

Enfin, par-dessus les frontières des différents pays, les Internationales syndicales et socialistes doivent se reconstituer et s'affirmer plus intransigeantes que jamais. Leurs fédérations seront peut-

être le seul ciment efficace pour construire l'indispensable fédération des peuples et garantir la paix.

Mais la paix à établir n'est pas celle de l'immobilité dans le confort, dans les plaisirs et dans la paresse. Toujours les partisans de la guerre seront prêts à chanter l'héroïsme des combats, le sacrifice de ceux qui s'oublient eux-mêmes et donnent leur vie dans la fraternité du danger. Il ne faut pas que la paix laisse à la guerre un prestige capable d'enflammer la générosité des jeunes. La paix qui va venir ne sera pas facile; elle sera une nouvelle lutte qui, pour n'être pas militaire, ne sera pas moins héroïque que l'autre. Il faudra reconstruire, conquérir la justice, et la défendre.

Le Parti socialiste a lutté pour la restitution des droits civiques à ceux qui en avaient été sottement privés. Ce meeting, après ce cortège, est la preuve qu'un premier résultat est acquis. Mais le grand mouvement prolétarien qui s'est affirmé dimanche en France aux élections municipales et en Suisse à Neuchâtel montre que d'autres victoires sont maintenant possibles: une majorité ouvrière et socialiste peut être conquise à Genève dès l'automne prochain.

Cela ne suffit pas. C'est au moment des grands ébranlements internationaux que les institutions désuètes sont le moins résistantes: il va falloir les faire tomber et les remplacer par d'autres, en harmonie avec les temps nouveaux.

Le programme de la Suisse nouvelle, auquel notre bourgeoisie a été incapable de rien opposer, répond à toutes les exigences actuelles. Il coïncide de façon frappante avec celui que les socialistes français viennent de proposer à leur tour pour une action immédiate. La base de tout, c'est la socialisation des banques. Plus encore que les postes et les chemins de fer, le crédit joue dans le monde moderne un rôle décisif pour la collectivité. Sa direction doit être enlevée à ceux qui ne servent que l'intérêt privé. Si l'on veut que l'économie dirigée puisse non seulement garantir l'existence du peuple en assurant à tous le droit au travail, mais empêcher aussi le retour des crises que le capitalisme libre rend inévitable, il faut que l'argent circule dans toutes les parties d'un corps social sain, comme le sang apporte la chaleur de la vie jusqu'à l'extrémité des membres; il ne faut plus qu'il s'accumule dans certains organes hypertrophiés et provoque ainsi le déséquilibre, la maladie et la ruine. Si le crédit est réparti pour le bien-être de tous, la vie des travailleurs sera transformée et la démocratie économique naîtra. Chaque ouvrier sera intégré dans un ensemble coopératif qui respectera la liberté de sa personne; les entreprises seront fédérées sous l'égide d'une chambre nationale du travail ou collaboreront les délégués des ouvriers, des techniciens et de la collectivité des consommateurs. Ainsi serait abolie cette dictature qui subsiste encore malgré la chute des dictateurs: celle du capital générateur de misère et de guerre.

Il faut aussi que désormais les jeunes, qui ont tant souffert des conséquences de la guerre, puissent se développer intégralement. Le devoir du prolétariat est d'exiger qu'aucun adolescent ne soit sacrifié parce que sa famille n'a pas les moyens de lui donner sa chance pour la vie. Chacun a droit à toute l'instruction qu'il est capable de recevoir. La gratuité des études est indispensable à tous les degrés et des bourses doivent être accordées, qui seront au moins égales au gain auquel on renonce pour continuer à s'instruire.

Tout cela, réformes financières, économiques ou morales, la classe ouvrière a le droit et le devoir de l'exiger aujourd'hui. Elle seule peut regarder sans honte en arrière les années de guerre qui viennent de s'écouler. Elle n'a pas été prise de panique en 1940; elle n'a pas cherché la collaboration avec les dictateurs criminels. Elle n'a pas à se guérir du choléra fasciste.

La classe ouvrière n'a pas besoin, maintenant que les criminels sont à terre, de hurler tardivement son dégoût des régimes tyranniques pour faire oublier des acclamations enthousiastes de naguère: elle ne s'est pas déshonorée en trahissant la cause de la liberté. La bourgeoisie a longtemps mis sur le fascisme, sous prétexte que l'ordre était sauvegardé par lui. Nous avons vu à quoi aboutissait l'ordre bourgeois et nous n'en voulons plus. C'est à la classe ouvrière aujourd'hui de faire triompher son ordre, pour que, selon la loi de la nature, une nouvelle vie sorte de la mort et de la décomposition, en ce printemps de la paix.

## Les joies du sport hippique

Notre jeune génération n'est pas la première à se livrer avec passion aux sports et à prendre, parfois activement, parti pour ou contre un compétiteur en vue. Un historien de l'ancien Empire byzantin a consigné un incident qui se produisit, en l'an 532, à l'hippodrome de Constantinople, incident qui prit des proportions formidables.

Un pugilat entre spectateurs se disputant au sujet d'un conducteur de char de courses dégénéra en bataille qui gagna l'hippodrome tout entier et se continua en ville pendant plusieurs jours. Une grande partie de Constantinople fut détruite. 30,000 personnes auraient perdu la vie au cours de ces luttes passionnées.

## Tout simplement...

Décidément, tout s'écroule. Y compris les bonnes vieilles traditions.

Naguère encore, les guerres finissaient par un armistice, que suivaient des négociations de paix. Les anciens adversaires faisaient « schmolitz » dans les salons où se discutaient les bases de l'ordre nouveau. Et les chefs d'Etat des pays belligérants continuaient à mener une vie digne et confortable. Même s'ils avaient dû abdiquer, tel Guillaume II, ils avaient une retraite vieillisse qui les mettait à l'abri du besoin et ils pouvaient scier leur bois en toute tranquillité.

Aujourd'hui, on se bat jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de combattants (d'un des côtés, naturellement). Les chefs d'Etat disparaissent brutalement. Excutés, comme Mussolini, dont un commentateur à la radio a dit qu'il avait fini à l'égal, tel un dindon, suspendu entre une poule et un faisán (Mlle Petacci et M. Farinacci, sans doute). Ou décapés glorieusement d'un épanchement cérébral, compliqué d'une balle ennemie qu'ils se sont tirée volontairement dans la bouche, comme M. Hitler.

Et dire qu'il y a des gens pour nier le progrès!..

Dzim.

## Causons encore

III

J'ose croire que ceux qui se seront arrêtés sur les citations de mon précédent article seront arrivés aux mêmes conclusions que moi et auront admis que les formules de la « Suisse nouvelle » s'adaptent harmonieusement à l'esprit démocratique et à l'esprit suisse. J'ose croire aussi qu'ils conviendront qu'elles engendreront « une liberté individuelle plus réelle et plus étendue », puisque les individus seront affranchis du pouvoir despotique qui règne sous le régime capitaliste par le fait que les droits et libertés individuelles admis dans le secteur politique le seront aussi dans le secteur économique. Le manque de démocratie économique a jusqu'ici mis un frein parfois implacable à la mise en pratique même des droits constitutionnels.

Abordant un autre aspect du problème, M. Maquignat écrit:

Il s'agit en somme de mettre à la base de cette réforme et de cette reconstruction le principe de la dignité de l'homme, de sa liberté, de sa prédominance sur la société qui est faite pour lui et non pas lui pour la société.

Nos amis lecteurs savent que ce fut toujours notre point de vue et que cent fois nous l'avons affirmé en l'opposant aux conceptions totalitaires ou dictatoriales. La société, l'Etat, ne sont que des nécessités, des instruments, dans l'action devant conduire au plein épanouissement matériel, spirituel, moral et social des individus.

Le programme de 1935 du PSS, ne dit-il pas:

Le socialisme a pour but ultime l'institution d'un ordre social libérant le peuple de sa misère et de ses peines par la suppression de toute espèce d'exploitation, et lui assurant le bien-être, la liberté et l'indépendance. Ainsi seulement sera créée la base sur laquelle la personnalité humaine pourra se développer librement et harmonieusement; ainsi seulement le peuple tout entier pourra s'élever à un haut degré de culture.

On le voit, nous continuons, M. Maquignat et nous, à faire un bout de chemin bras dessus, bras dessous.

Mais nous arrivons à un carrefour, semble-t-il, car il formule ici une réserve d'importance, et qui est plutôt de nature philosophique. Après avoir soutenu et avec raison que la société est faite pour l'homme et non l'homme pour la société, il écrit:

Et je ne vois pas bien comment y parvenir sans la conviction que l'homme a une destinée qui dépasse la terrestre, car, sans cela, on sera forcément tenté et peut-être invinciblement forcé de chercher à l'homme une autre survie fictive et à le considérer comme un simple rouage dans la grande machine de la société. Mais où est, alors, la liberté?

J'ai beau chercher à comprendre le point de vue ci-dessus, malgré un gros effort de bonne volonté, je n'y parviens pas. Les anarchistes, avec Elisée Reclus en particulier, sont encore infiniment plus jaloux de la liberté individuelle que nous, socialistes. Ils n'admettent pas la destinée supraterrestre, ni une survie collective pour soutenir leur point de vue. La tolérance socialiste ne repousse, ni n'exige la croyance en cette destinée et proclame cependant tout son attachement à cette liberté individuelle que nous considérons comme le but du progrès. La Suisse nouvelle donne une base solide, concrète, économique pour garantir la liberté individuelle et cela sans faire intervenir une survie fictive, sous quelque forme que ce soit.

Nous considérons que la liberté individuelle est un besoin profond de l'âme humaine et qu'en l'étendant et en la garantissant, on répond à ce besoin. Il y a des âmes serviles qui ne l'éprouvent point. Mais c'est une minorité parmi les hommes, et qui ne représente ni les meilleures âmes, ni les meilleurs esprits, ni les plus riches consciences. Ils sont, ceux-là, au-dessous de la moyenne humaine. On ne peut les retenir quand on parle de la généralité des hommes, puisqu'ils sont une malheureuse exception, ni plus, ni moins. Je crois avoir assez de connaissance du cœur humain, à soixante-dix ans et vers la fin d'une carrière riche en contacts et en expériences, pour oser affirmer que la très grande généralité des hommes éprouvent un ardent besoin de liberté personnelle, tant et si bien qu'on peut